



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

C.P.C.V. ILE DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 7, rue du Château de la Chasse

95390 SAINT PRIX

SIREN : 320 328 370

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association C.P.C.V. ILE DE FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C.P.C.V. ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment pour ce qui concerne :

Les subventions attribuées et en attente d'un recouvrement partiel ou total

Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité desdites subventions et le caractère raisonnable de l'évaluation des créances à recevoir correspondantes. Ces éléments

reposent notamment sur les contrats ou conventions de subventions signées entre l'Association et ses financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreur.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en

cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé sur l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'Association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, Le 17 mai 2024

PSK AUDIT

Le commissaire aux comptes

Stéphane KUPERBERG



C.P.C.V. ILE DE FRANCE

Association sans but lucratif
(Loi du 1er Juillet 1901)

7, rue du Château de la Chasse
95390 SAINT-PRIX

N° Téléphone : 01 34 27 46 46

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT

ET ANNEXE

EXERCICE 2023

En Euros

ARRETE PAR LE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 04 AVRIL 2024

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	VALEUR BRUTE	VALEUR AMORTIE OU PROVISION	VALEUR NETTE AU 31/12/2023	RAPPEL AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75 000,00	54 179,00	20 821,00	45 821,00
Brevets, licences, marques	75 000,00	54 179,00	20 821,00	45 821,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 472 450,44	4 338 298,36	8 134 152,08	8 375 734,11
Terrains	3 991 750,00	-	3 991 750,00	3 991 750,00
Constructions	2 548 650,00	841 140,00	1 707 510,00	1 834 942,50
Aménag. Installations	4 199 944,38	2 104 131,23	2 095 813,15	2 223 106,86
Matériel & mobilier	1 732 106,06	1 393 027,13	339 078,93	325 934,75
Immobilisations en cours	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	266 059,61	-	266 059,61	265 408,16
Placements à long terme	15 279,25	-	15 279,25	7 869,00
Dépôts et cautionnements	250 780,36	-	250 780,36	257 539,16
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	12 813 510,05	4 392 477,36	8 421 032,69	8 686 963,27
STOCKS	13 714,60	-	13 714,60	18 238,83
Stocks denrées et fournitures	13 714,60	-	13 714,60	18 238,83
CREANCES DE FONCTIONNEMENT	2 103 829,63	52 008,36	2 051 821,27	2 613 515,09
Participations à recevoir des groupes et allocataires	231 819,01	52 008,36	179 810,65	129 212,74
Participations à recevoir des organismes publics	1 809 036,38	-	1 809 036,38	2 415 116,08
Comptes courants associations fédérées	39 655,29	-	39 655,29	55 893,49
Créances diverses	23 318,95	-	23 318,95	13 292,78
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	-	-	-	-
DISPONIBILITES	2 099 525,16	-	2 099 525,16	1 381 997,08
Banque	2 092 738,75	-	2 092 738,75	1 381 636,66
Caisse	6 786,41	-	6 786,41	360,42
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	89 538,70	-	89 538,70	57 833,36
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	4 306 608,09	52 008,36	4 254 599,73	4 071 584,36
TOTAL DE L'ACTIF	17 120 118,14	4 444 485,72	12 675 632,42	12 758 547,63

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

PASSIF						AU 31/12/2023	RAPPEL AU 31/12/2022
FONDS DE DOTATION						10 256 571,63	10 256 571,63
Fonds de dotation				Valeur brute	Valeur amortie	10 256 571,63	10 256 571,63
Subvention d'équipement				1 377 558,25	1 377 558,25	-	-
Dons d'équipement				259 792,31	259 792,31	-	-
SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS						9 630,60	9 630,60
REPORT A NOUVEAU						-1 730 928,48	-1 741 896,47
RESULTAT DE L'EXERCICE						-122 202,52	10 967,99
TOTAL DES FONDS PROPRES						8 413 071,23	8 535 273,75
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES						115 870,00	120 522,00
Provision pour indemnités de départ en retraite						115 870,00	120 522,00
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES						2 329 670,75	2 564 757,44
Emprunts						2 329 670,75	2 564 757,44
Date	Durée	Taux	Banque	Total emprunté	Total remboursé		
2017	6	2,00	Axa	375 000,00	300 000,00	75 000,00	150 000,00
2018	20	1,75	Crédit Agricole	1 300 000,00	227 784,01	1 072 215,99	1 139 222,30
2020	5	1,77	LCL	188 141,75	130 826,63	57 315,12	99 423,08
2020	1	0,25	BFCC (PGE)	500 000,00	185 006,13	314 993,87	439 391,06
2021	5	2,05	LCL	191 000,00	79 204,86	111 795,14	153 507,24
2021	5	1,77	BFCC	200 000,00	81 079,69	118 920,31	163 213,76
2022	5	0,25	BFCC (PGE)	220 000,00	-	220 000,00	220 000,00
2022	5	3,27	Crédit Agricole	200 000,00	37 431,17	162 568,83	200 000,00
2023	5	4,70	BFCC	200 000,00	3 138,51	196 861,49	0,00
TOTAUX				3 374 141,75	1 044 471,00		
dont : Capital				3 374 141,75	1 044 471,00		
Intérêts				411 176,24	209 079,26		
DETTE DE FONCTIONNEMENT COURANT						398 562,58	425 741,49
Fournisseurs et comptes rattachés						275 445,57	292 915,17
Créditeurs divers						123 117,01	132 826,32
Compte courant Loca'rythm						-	-
DETTE RELATIVE AU PERSONNEL						340 056,88	336 086,35
Rémunérations nettes, pensions alimentaires						-	-
Congés à payer						15 530,00	9 260,00
URSSAF						166 243,00	149 067,00
Mutuelle						62 231,65	59 094,85
Caisses de retraite						42 879,90	37 100,11
Contribution formation continue						5 225,00	4 711,45
Contribution logement						28 617,33	62 096,94
Autres organismes sociaux						-	-
Prélèvement à la source						7 254,00	6 357,00
Taxe sur les salaires						12 076,00	8 399,00
DETTE DIVERSES						16 955,53	134 690,96
Autres créditeurs divers						0,00	109 101,34
Avances reçues sur actions						16 955,53	25 589,62
TOTAL DES DETTES						3 085 245,74	3 461 276,24
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE						1 061 445,45	641 475,64
Stages de formation et d'insertion						1 057 931,45	640 825,64
Stages BAFA, BAFA et séjours						3 514,00	650,00
TOTAL DU PASSIF						12 675 632,42	12 758 547,63

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	895 069,69	851 866,73
Autres achats et charges externes	5 098 131,05	4 935 141,75
Impôts, taxes et versements assimilés	427 374,70	378 031,86
Salaires et traitements	3 460 515,22	3 096 501,55
Bénévolat valorisé	99 060,00	100 000,00
Charges sociales	1 421 177,35	1 259 310,89
Dotation aux amortissements et aux provisions	665 481,72	650 918,74
Autres charges de fonctionnement	80 642,62	54 683,80
TOTAL I - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	12 147 452,35	11 326 455,32
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilés	57 259,47	48 630,81
TOTAL II - CHARGES FINANCIERES	57 259,47	48 630,81
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	51 393,43	30 918,49
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	-	-
TOTAL III - CHARGES EXCEPTIONNELLES	51 393,43	30 918,49
TOTAL GENERAL DES CHARGES (I + II + III)	12 256 105,25	11 406 004,62

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Participations reçues	11 740 404,55	11 143 559,32
Subventions de fonctionnement		49 215,00
Bénévolat valorisé	99 060,00	100 000,00
Reprise de provision (créances et retraite)	43 135,00	30 487,31
TOTAL I - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	11 882 599,55	11 323 261,63
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	8 850,51	19,90
TOTAL II - PRODUITS FINANCIERS	8 850,51	19,90
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de gestion Sur opération en capital	242 452,67	93 691,08
TOTAL IV - PRODUITS EXCEPTIONNELS	242 452,67	93 691,08
TOTAL GENERAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)	12 133 902,73	11 416 972,61
TOTAL GENERAL DES CHARGES	12 256 105,25	11 406 004,62
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-122 202,52	+ 10 967,99

TABLEAU DE FINANCEMENT

	Réel 2021	Réel 2022	Réel 2023
RESSOURCES	947 078	1 051 399	700 144
Capacité d'autofinancement	546 448	631 399	500 144
Résultat net de l'exercice	5 688	10 968	-122 203
Amortissements et provisions	540 760	620 431	622 347
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	400 631	420 000	200 000
Subvention d'investissements	9 631		
Souscription d'emprunts	391 000	420 000	200 000
EMPLOIS	-258 213	-1 417 258	17 384
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-263 442	-247 071	-332 285
Acquisition d'immobilisations	-254 656	-247 071	-331 634
Remboursement des dépôts, rebuts et cessions d'immobilisations	-8 786	0	-651
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-181 408	-317 102	-435 087
Remboursements d'emprunts	-181 408	-317 102	-435 087
Remboursements fonds associatifs avec droit de reprise			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	186 637	-857 350	784 756
Stocks	-1 655	-2 642	4 524
Créances	-230 668	-470 506	507 300
Dettes	418 961	-384 202	272 932
VARIATION DE LA TRESORERIE	688 865	-370 124	717 529
Trésorerie au 1^{er} janvier	1 063 362	1 752 121	1 381 997
Trésorerie au 31 décembre	1 752 121	1 381 997	2 099 525

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 12 675 632,42 € et le compte de résultat dont le total des produits est de 12 133 902,73 € dégagent un résultat net de -122 202,52 €.
L'exercice social a une durée de douze mois correspondant à l'année civile.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 04 avril 2024 et sont établis conformément aux dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables au secteur associatif à but non lucratif.

I - ACTIVITES DE L'ASSOCIATION ET FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2023

• Le CPCV est une association de loi 1901 fondée en 1944. D'inspiration protestante, le CPCV travaille dans un esprit d'ouverture et est sensible à toutes formes d'exclusion : à l'écoute des transformations de la société et de ses concitoyens, les actions de l'association se diversifient dans l'objectif de former des acteurs de la vie sociale et de soutenir la création de réseaux solidaires qui favorisent la réalisation de projets et dynamisent les processus d'intégration sociale. Ses pratiques pédagogiques sont actives et au service de l'épanouissement de la personne.

- Le CPCV Ile de France réalise les actions suivantes :

POLE SOCIAL

Accueil et hébergement des personnes en situation de grande précarité :

- Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile
- Hébergement d'urgence Val d'Oise
- Hébergement d'urgence Paris
- Hébergement d'urgence alternative à l'hôtel (ALTHO)
- Aide au logement temporaire (ALT)
- Maisons relais
- Solibail - Louer solidaire
- IML Ukraine
- Résidences sociales

Insertion sociale et économique de personnes en difficultés sociales :

- Chantier collectif de travail d'intérêt général (TIG)
- Placements extérieurs (PE)
- Détention à domicile sous surveillance électronique (DDS)
- Plateforme RSA
- Chantier d'insertion pour public sous-main de justice
- PLIE 78
- Brigades vertes

INSTITUT DE FORMATION

Le CPCV Ile de France a 40 ans d'expérience dans la formation professionnelle dédiée aux secteurs suivants :

Nos formations à l'animation volontaire :

- BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) : Formation générale, Approfondissement et qualification
- BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur) : Formation générale, Perfectionnement ou renouvellement

Nos formations à l'animation professionnelle :

- BP JEPS (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport) :
 - option LTP (Loisirs Tout Public)
 - option AS (Animation Sociale)
- DE JEPS (Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport)

Nos formations sanitaires et sociales :

- ADVF (Titre professionnel d'Assistant de Vie aux Familles)
- DEAES (Diplôme d'Etat d'Assistant Educatif et Social)
- CSC DEAES (Certificat de Spécialisation Complémentaire DEAES - Spécialité de la structure)
- VAE - DEAES (Validation des Acquis de l'Expérience)

Nos formations Insertions Parcours Entrées en emploi :

- Parcours entrées emploi
- Parcours de sécurisation
- Métiers de l'animation
- Métiers du Sanitaire et Social

Nos formations d'insertion professionnelle :

- Certification CLEA

ACCUEIL ET EDUCATION DES JEUNES ENFANTS ECOLE MONTESSORI

L'école l'Arbre Bleu accueille des enfants de 2 à 6 ans dans un espace verdoyant au plus proche de la nature. La pédagogie utilisée est celle développée par Maria Montessori. Elle a pour objectif d'accompagner l'enfant pour qu'il puisse construire sa confiance et son estime de soi, ainsi que sa concentration, dans un environnement adapté à ses besoins.

• LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2023

Année 2021 Année 2022 Année 2023

- Activités du pôle social poursuivies à pleine capacité avec :

- Accueil des migrants et des familles en hébergement d'urgence	120 450	143 748	158 410	journées
- Accompagnement de familles en logement social	326	414	365	logements
- Actions d'accompagnement TIG et placement extérieur et chantier d'insertion	90	120	194	suivis
• Activités de formation professionnelle	273 485	321 682	272 369	heures formation
• Activités BAFA, BAFD	407	0	363	stagiaires
• Ecole Montessori	17	37	44	enfants

• RAPPEL DES AUTRES FAITS MARQUANTS 2021 / 2023

- Intégration depuis le 1er novembre 2021 de l'activité formation réalisée précédemment par le CPCV Alsace
- Obtention de la certification QUALIOPI depuis 2021
- Poursuite active du projet de construction à Saint-Prix d'un ensemble immobilier à vocation sociale.

II - LES CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base à l'exception du point III ci-dessous relatif aux immobilisations corporelles :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

III - LA METHODE DE BASE RETENUE pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques, à l'exception de l'opération relative à la valorisation du patrimoine immobilier du CPCV exposé au point IV ci-dessous :

IV - LES POINTS SUIVANTS PEUVENT ETRE PRECISES

a) Les immobilisations corporelles

Dans le cadre des opérations de développement en cours de réalisation comprenant en particulier le projet de construction d'un ensemble immobilier à vocation sociale, il a été nécessaire de procéder à la valorisation à dire d'expert de l'ensemble du patrimoine immobilier du CPCV Ile de France.

Cette expertise réalisée au cours du 1er trimestre 2018 par M Bruno Tricard, Expert immobilier près la cour d'appel de Paris, aboutit aux valeurs suivantes inscrites dans les comptes de CPCV au 1er janvier 2018 en lieu et place des valeurs historiques auxquelles s'ajoutent les valeurs d'acquisition réalisées en 2019 de la propriété Saint Cyr.

	Hexagone	Pavillon	Saint Cyr
Valeur des terrains			
- zone constructible : 10 507 m2 x 250 €	2 625 000	150 000	881 750
- zone non constructible : 22 352 m2 x 15 €	335 000	-	
Valeur des bâtiments gros œuvre et second œuvre	5 026 000	300 000	418 250
Total valeur du terrain et des bâtiments	7 986 000	450 000	1 300 000
Soit une valeur totale :	9 736 000		

Leurs amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, et selon les rythmes suivants :

- Constructions	30 ans
- Agencement des constructions	5 à 20 ans
- Mobilier	6 ans
- Autres matériels	4 à 6 ans

b) Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition.

c) Les stocks sont valorisés au coût de revient.

d) Les créances d'exploitation à recevoir sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur au 31 Décembre est inférieure à la valeur comptable.

e) Le fonds de dotation

Le fonds de dotation correspond à la valorisation du patrimoine immobilier de l'association et aux dotations aux fonds d'investissement.

f) Provision pour risques et charges :

La provision pour fonds de retraite est dotée en 2023 pour un montant de 115 870 € correspondant à l'engagement prévisionnel de l'association vis-à-vis des salariés en CDI ayant atteint l'âge de 58 ans au 31 décembre 2023

V - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

A - Tableau de mouvement des fonds associatifs

	AU 01/01/2023	MOUVEMENTS 2023	AFFECTATION RESULTAT 2023	AU 31/12/2023
Fonds de dotation	10 256 572	-	-	10 256 572
Subvention d'investissement	9 630			9 630
Report à nouveau	-1 741 897		+ 10 968	-1 730 929
Résultat de l'exercice	10 968	-122 202	-10 968	-122 202
TOTAL DES FONDS PROPRES	8 535 273	-122 202	0	8 413 071

B - Etat des provisions inscrites au bilan

	AU 01/01/2023	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2023
Provision pour risques et charges	120 522	30 980	35 632	115 970
Provision pour dépréciation des créances de fonctionnement	23 255	36 286	7 503	52 008

C - Etat de l'actif immobilisé

VALEURS BRUTES	AU 01/01/2023	ACQUISITIONS	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75 000	0	0	75 000
Cessions, Droits, licences	75 000			75 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 140 817	331 633	0	12 472 450
Terrains	3 991 750			3 991 750
Constructions	2 548 650		-	2 548 650
Autres immobilisations corporelles	5 600 417	331 633		5 932 050
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	265 408	7 410	6 758	266 060
Autres titres immobilisés	7 869	7 410		15 279
Autres immobilisations financières	257 539	-	6 758	250 781
TOTAUX	12 481 225	339 043	6 758	12 813 510

VALEURS AMORTIES	AU 01/01/2023	DOTATIONS 2023	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 179	25 000	0	54 179
Cessions, Droits, licences	29 179	25 000		54 179
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 765 082	573 216	0	4 338 298
Constructions	713 707	127 433	-	841 140
Autres immobilisations corporelles	3 051 375	445 783		3 497 158
TOTAUX	3 794 261	598 216	0	4 392 477

D - Échéances des créances et des dettes

NATURE	TOTAL BRUT	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
CREANCES				
Autres immobilisations financières	266 060	-	266 060	-
Participations à recevoir	2 103 830	2 103 830	-	-
Charges constatées d'avance	89 539	89 539	-	-
TOTAL DES CREANCES	2 459 429	2 193 369	266 060	-
DETTES				
Emprunts bancaires	2 329 670	502 376	1 182 692	644 602
Fournisseurs et comptes rattachés	398 563	398 563	-	-
Dettes relatives au personnel	340 057	340 057	-	-
Dettes diverses	16 955	16 955	-	-
Produits constatés d'avance	1 061 445	1 061 445	-	-
TOTAL DES DETTES ET DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 146 690	2 319 396	1 182 692	644 602

E - Comptes de régularisation

- Les charges et produits constatés d'avance concernent le fonctionnement de l'exercice suivant.

F - Ventilation des produits de fonctionnement

- Participations reçues des adhérents et des organismes publics
- Subventions de fonctionnement
- Bénévolat valorisé

Total

2022	2023
11 143 558	11 740 405
49 215	0
100 000	99 060
11 292 773	11 839 465

G - Affectation du résultat de l'exercice en report à nouveau

	2022	2023
Résultat de l'exercice	10 968	-122 203
Affectation : Report à nouveau	10 968	-122 203

H - Information relative à l'agrément "Entreprise solidaire" (au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail) :

L'Association CPCV Ile de France respecte les conditions qui ont permis la délivrance de l'agrément "Entreprise solidaire".

SITUATION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

I - Situation des engagements hors bilan :

I - Engagements reçus :

Baux pour les locaux situés à Paris et dans les départements limitrophes.

II - Engagements donnés :

• Charges à payer sur matériel en crédit bail

• Hypothèque conventionnelle

Sur les biens et droits immobiliers sis à Saint-Prix (95390) - portant sur l'ensemble immobilier suivant :
Références cadastrales : Parcelles de terrain Section AS numéro 134 pour une contenance de 5.421 m² et Pavillon à usage de bureaux et terrain de 1.000 m² compris dans la parcelle cadastrée section AS numéro 153.

Rang de la garantie 1 pour un montant de : 1.300.000 € en principal outre les accessoires, pour une durée de 252 mois.

Tel que ce bien existe et se comporte, avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination, toutes constructions, augmentations et améliorations qui pourraient y être faites.

• **Sûreté et garantie du remboursement** de la somme de 1.300.000 € et ce en capital et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires, et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'EMPRUNTEUR affecte et hypothèque au profit de CRCA, les biens suivants situés à Saint-Prix - 95390 - 7 rue du château de la Chasse :

- une parcelle de terrain cadastrée section AS numéro 134 pour une contenance totale de 5.421 m²,
- un local à usage de bureaux et terrain d'une superficie de 1.000 m² situé sur la parcelle de plus grande importance d'une contenance totale de 2.420 m² cadastrée section AS numéro 153.

II - Autres informations :

A) Charge future concernant les indemnités de retraite : fonds de retraite doté au 31 décembre 2023 : 115 870 €

B) Effectifs de personnel (équivalent temps plein) :

	<u>2022</u>	<u>2023</u>
Personnel salarié (ETP)	98,35	106,00
Personnel bénévole (ETP)	2,05	2,20
TOTAUX	<u>100,40</u>	<u>108,20</u>